

Écotech Québec

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Il est important d'accélérer le virage vers l'économie verte. Il faut donc soutenir le développement des technologies propres et aider nos PME innovantes à les commercialiser. Il faut donc reconduire le financement de Technologies du développement durable du Canada (TDDC) et aussi instaurer un crédit d'impôt similaire à celui qui existe pour la R et D, mais directement relié à la commercialisation. Le développement et la commercialisation des technologies propres auraient un impact positif sur l'ensemble des secteurs économiques du Canada, car TOUS les secteurs utilisent les technologies propres. Et cela contribuerait à accélérer le virage vers l'économie verte.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

L'économie du Canada est une économie du savoir. Nous suggérons fortement d'investir dans la démonstration (mise à l'essai) et l'adoption des innovations d'ici. Le faible taux d'innovation par rapport aux dépenses en R et D démontre qu'il faut redoubler d'efforts dans ce domaine. Il faudrait ainsi que le marché public (ministères, organismes publics, municipalités, etc.) joue un rôle de premier plan et devienne une vitrine technologique, facilitant ainsi la commercialisation de nos innovations. Certains gouvernements, certaines municipalités et certains organismes publics ont mis en place des politiques d'exemplarité dans la réduction des GES. L'exemplarité passe essentiellement par l'achat de solutions propres avant le marché privé (p. ex., une flotte de véhicules électriques, le remplacement d'un système traditionnel de chauffage par une source d'énergie renouvelable, etc.). Ces politiques peuvent être jumelées à d'autres mécanismes visant à favoriser l'achat local. Dans cette optique, les gouvernements accordent la préférence à un fournisseur de technologie local (souvent une PME). Ces politiques sont favorables au tissu économique local, qui profite alors souvent d'un premier contrat d'importance. On voit même apparaître de nouvelles pratiques incitatives : par exemple, l'instauration d'une prime au directeur de l'approvisionnement en fonction du pourcentage d'achats réalisés auprès de PME offrant des solutions performantes sur le plan environnemental.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Plusieurs entreprises innovantes perdent des spécialistes étrangers, car ils doivent quitter le pays après une certaine période de temps. Pourtant, ces personnes sont bien intégrées et surtout essentielles pour le développement des innovations. Il faudrait revoir les règles afin de faciliter leur maintien au pays.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Pour accroître la productivité, il faut y intégrer des innovations technologiques, idéalement mises au point par nos chercheurs. Ainsi les deux mesures les plus importantes à nos yeux sont : – reconduire le financement de Technologies du développement durable du Canada (TDDC); – instaurer un crédit d'impôt similaire à celui qui existe pour la R et D, mais directement relié à la commercialisation. La capacité de commercialisation peut être discriminante dans la mesure où dans le secteur l'offre est fréquemment en avance sur la demande. En ce sens, les grands donneurs d'ordres pourraient jouer un rôle plus stratégique en encourageant davantage les entreprises. Plus encore, on observe au Canada une faiblesse des commandes publiques et du rôle d'acheteur des gouvernements en comparaison avec l'Europe et l'Asie. Concrètement, les marchés publics (ministères, municipalités, etc.) peuvent jouer un rôle dans la mise au point, la démonstration et l'acquisition des technologies propres. Divers outils sont à leur disposition qu'il s'agisse, entre autres, de prix préférentiels, de quotas d'achat, d'agir à titre de premier acheteur, etc. Il sera aussi opportun de favoriser les rapprochements entre les utilisateurs et les concepteurs de technologies propres tout en approfondissant le rôle joué par les marchés publics. L'accès au financement influe également sur la capacité de commercialisation des entreprises. La chaîne de financement tend à assurer l'accès aux capitaux d'une entreprise tout au long de son développement depuis la recherche fondamentale jusqu'à la commercialisation de ses produits et la vente de ses titres sur un marché boursier.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les Canadiens, les entreprises et les communautés font face à des défis différents. Mais si nous mettons l'accent sur le développement et la productivité des entreprises, cela aura un impact positif sur les Canadiens et les communautés. Comme il a été mentionné précédemment, le développement et la commercialisation des technologies propres auraient un impact positif sur l'ensemble des secteurs économiques du Canada, car TOUS les secteurs utilisent les technologies propres. Et cela contribuerait à accélérer le virage vers l'économie verte.